



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 03/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MUNKSJÖ ARCHES

48 rue de Remiremont
BP 29
88380 ARCHES

Références : S-23-011RP
Code AIOT : 0006202068

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2022 dans l'établissement MUNKSJÖ ARCHES implanté 48 rue de Remiremont BP 29 88380 ARCHES. L'inspection a été annoncée le 16/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MUNKSJÖ ARCHES
- 48 rue de Remiremont BP 29 88380 ARCHES
- Code AIOT : 0006202068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La papeterie produit différentes gammes de papier :

- des supports pour papier abrasif pour l'industrie du bois, de l'automobile (bandes à poncer multi-environnements de travail) et tout autre usages de ponçage (y compris grand public) ;
- des papiers décoratif pour l'industrie de l'ameublement, décoration intérieure/extérieure, flooring... ;
- des papiers « tape » pour concevoir des scotchs pour les professionnels et grand public (masking tapes) ;
- des papiers support pour futur papier peints ;
- d'autres papiers pour des applications industrielles spécifiques (buvard, filtre, électrotechnique, transferts) ;

- des papiers imprimés pour l'industrie de l'ameublement, décoration intérieure/extérieur, flooring... ;
- des papiers couchés pour des industries spécialisées (industries aéronautiques).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets de bromures à la Moselle ;
- autosurveillance des eaux résiduaires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux résiduaires (STEP)	AP Complémentaire du 23/07/2018, article 4.4.8	/	Sans objet
2	Transmission des données de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
3	Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.3	/	Sans objet
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 7.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a abouti à aucun constat de non conformité.

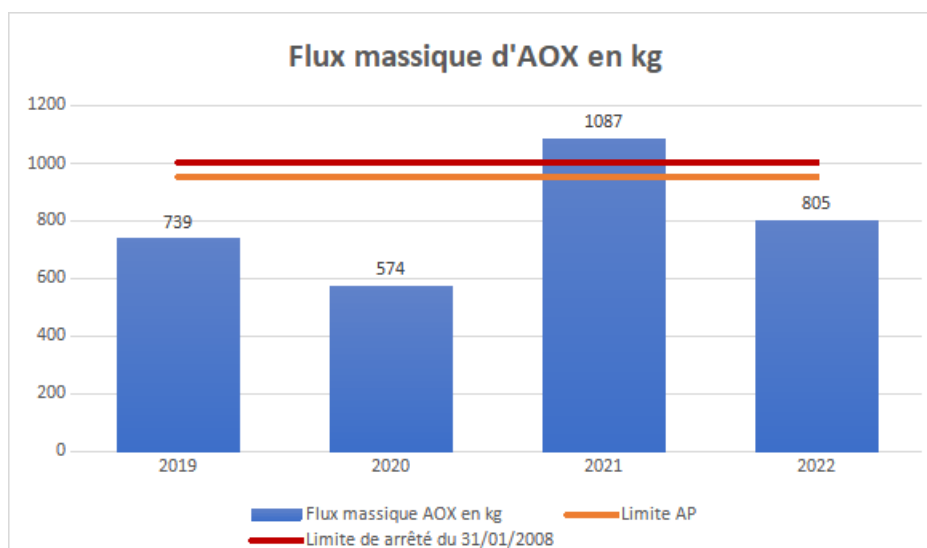
2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux résiduaires (STEP)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/07/2018, article 4.4.8					
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : <i>« Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 heures.</i> <i>Les eaux résiduaires ne pourront être rejetées au milieu que si les rejets respectent les valeurs suivantes :</i>					
	Flux massique autorisé annuel	Moyenne mensuelle	Flux de pointe mois	Flux de pointe jour	Concentration maximale journalière
MES	85 500 kg/an et 0,9 kg/t _{papier}	135 kg/j	10 000 kg/mois	435 kg/j	35 mg/l
DCO	250 000 kg/an et 2,63 kg/t _{papier}	800 kg/j	30 000 kg/mois	1 120 kg/j	100 mg/l
DBO₅	40 000 kg/an et 0,43 kg/t _{papier}	120 kg/j	4 400 kg/mois	165 kg/j	15 mg/l
NTK	30 000 kg/an et 0,4 kg/t _{papier}	100 kg/j	4 400 kg/mois	150 kg/j	30 mg/l
P	3 800 kg/an et 0,04 kg/t _{papier}	10 kg/j	400 kg/mois	15 kg/j	2 mg/l
AOX	950 kg/an	-	-	-	-

Le rejet de produits organochlorés fera l'objet d'un suivi régulier avec détermination du chlore organique total (TO Cl). L'exploitant transmet les éléments le justifiant annuellement à l'inspection des installations Classées. »

Constats : Le contrôle des données saisies sur GIDAF met en évidence des flux d'AOX irréguliers mais conformes pour la plupart (Cf. graphique ci-dessous). Il y a cependant eu un flux annuel (estimé) dépassant la limite autorisée en 2021, et le flux 2022 est estimé à 85 % de la VLE. L'exploitant est conscient de l'importance de ses rejets d'AOX et attribue leur récente augmentation à une part plus élevée des eaux recyclées dans le process. Ce recyclage nécessite une chloration des eaux qui alourdit le bilan en AOX. L'exploitant indique avoir déjà entrepris une démarche de recherche afin de mieux réguler son rejet d'AOX. **Au regard du modeste dépassement de VLE constaté en 2021 pour les AOX (15 % de dépassement du flux autorisé) et compte tenu des démarches déjà engagées par l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suites administratives.**



Suivi des flux d'AOX de 2019 à 2022 (graphique fourni par l'exploitant)

Concernant le suivi des rejets organochlorés, il n'a jamais été mis en place, l'exploitant ayant interprété cette prescription comme une demande de suivi des AOX. L'exploitant propose de suivre ce paramètre de manière similaire au paramètre AOX, c'est à dire mensuellement. **L'inspection propose de valider cette proposition de l'exploitant, de ne pas proposer de suites administratives pour cette non conformité, sous réserve que la mesure soit mise en place dès janvier 2023.**

Le site n'est pas soumis à une surveillance des bromures dans les eaux rejetées au milieu, et il n'y a pas de VLE imposée pour cette espèce chimique. Au regard des données transmises à la DREAL par courrier du 20 juin 2022, les flux de bromures en sortie de STEP (STEP utilisée par 3 entreprises : Ahlstrom-Munksjö, Munksjö et Fila) sont de l'ordre de 340 kg/an, soit un peu moins de 1 kg/jr. Compte tenu de ce flux de 1 kg/jr et des QMNA5 calculés aux stations d'hydrométrie de Saint-Nabord (2 m³/s ; Moselle en amont du rejet) et d'Épinal (5,3 m³/s ; Moselle en aval du rejet), la concentration apportée à la Moselle, en période d'étiage, est comprise entre 2 et 6 µg/L, ce qui est bien inférieur au seuil de potabilisation visé de 100 µg/L.

Observations : Ahlstrom-Munksjö n'a pas recours au thiabendazole dans son process industriel, même s'il a fait l'objet d'essais en laboratoire. En revanche, FILA, qui envoie ses eaux résiduaires dans la STEP d'Ahlstrom-Munksjö, utilise 119 L par an d'un fongicide contenant 15 % de thiabendazole, soit un rejet équivalent à 18 L/an de thiabendazole.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Transmission des données de surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Autre, Déclaration GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>« Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. »</i>
Constats : Les données d'autosurveillance sont télétransmises régulièrement sur GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.3
Thème(s) : Autre, Dispositifs totalisateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>« [...] Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur, à l'exception des jours où il n'y a pas de prélèvements. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. [...] »</i>
Constats : Les installations de prélèvement sont munies de compteurs relevés quotidiennement. Les relevés sont enregistrés dans un tableau numérique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>« Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention primaire ou secondaire dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité des réservoirs associé. <i>[...] ».</i>
Constats : Lors de la visite de la machine à papier n° 4 en fonction, les cuves de produits chimiques présentes étaient munies de rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet